

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 JUILLET 1928.

Projet de loi

**modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849,
organique de l'Enseignement supérieur donné aux frais
de l'État.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CARTON de WIAERT

MESSEURS,

Ce projet de loi soumis à vos délibérations répond à un triple objet :
1° porter le nombre des toges professorales de 56 à 76 à l'Université de Gand
et de 67 à 77 à l'Université de Liège; 2° donner un statut aux chargés de cours;
3° modifier le statut des agrégés.

Le nombre des professeurs dans les universités de l'Etat a été fixé tout d'abord
par la loi du 27 septembre 1835. Il a été relevé à plusieurs reprises déjà, soit à
raison de l'inscription au programme de nouvelles branches de connaissances,
soit à raison de la subdivision de cours existants. L'Exposé des motifs du projet,
s'appuyant sur l'avis des autorités académiques, signale que, dans la plupart des
facultés, le nombre des professeurs est devenu manifestement insuffisant et que
beaucoup de chargés de cours, titulaires d'un enseignement de toute première
importance, doivent attendre une « toge » pendant de longues années. C'est
surtout à l'Université de Gand que cette situation fait sentir ses fâcheux effets
depuis la loi du 31 juillet 1923 sur l'emploi des langues. Il s'agirait donc, d'après
le projet, de créer 10 toges nouvelles à l'Université de Liège (4 pour la Philo-
sophie et Lettres, 2 pour les Sciences, 4 pour la Médecine), et 20 toges nou-
velles à l'Université de Gand (8 pour la Philosophie et Lettres, 2 pour le Droit,
5 pour les Sciences et 5 pour la Médecine).

Il a été demandé, dans les sections, si l'augmentation proposée n'était pas
excessive et si cette création nouvelle de trente toges n'allait pas peser outre mesure
sur le budget, au moment même où la péréquation admise en faveur des pro-
fesseurs de notre enseignement supérieur vient d'augmenter sensiblement les
charges que représentent leurs traitements.

(1) Projet de loi n° 64.

(2) La Section centrale, présidée par M. Lemonnier, était composée de MM. Piérard,
Huyssmans, Colenvaux, Rubbens, Carton de Wiart, Doms.

Plusieurs membres ont suggéré l'idée de ne pas inscrire dans la loi un chiffre précis des toges à conférer et de laisser au Gouvernement le soin d'augmenter ce nombre au fur et à mesure des nécessités. Interrogé à ce sujet par la Section centrale, M. le Ministre des Sciences et des Arts a répondu ce qui suit :

« Il semble indiqué de continuer à limiter le nombre des toges. Le Conseil de Perfectionnement de l'Enseignement Supérieur (séance du 6 mai 1922) appelé à délibérer sur la question : « Y a-t-il lieu de supprimer la disposition de la loi qui limite le nombre des toges ? » y a répondu négativement à l'unanimité.

» Il semble avoir redouté certains abus possibles de la part du pouvoir exécutif ».

M. le Ministre des Sciences et des Arts ajoute :

« L'augmentation demandée semble raisonnable. Peut-être, en ce qui concerne l'Université de Gand, devrait-elle, à première vue, être plus considérable ; mais il ne faut pas oublier que d'ici très peu d'années certains des professeurs de cet établissement qui n'enseignent qu'en français seront admis à l'éméritat et ne devront pas être remplacés ».

Les abus que le Conseil de perfectionnement de l'Enseignement supérieur semble redouter de la part du pouvoir exécutif, — c'est-à-dire le danger de voir intervenir dans la création des places de professeurs des considérations étrangères à l'intérêt scientifique, — appellent tout naturellement l'attention sur l'organisation d'une garantie contre un tel risque, garantie qui pourrait être cherchée dans une consultation obligatoire des Facultés, chaque fois qu'il s'agirait de créer une place nouvelle ou de pourvoir à la vacance d'un cours.

Une circulaire de M. le Ministre des Sciences et des Arts, en date du 9 juin 1922, a prévu qu'en cas de vacance d'un cours, la faculté intéressée aurait à formuler un avis modéré, sans que cet avis puisse d'ailleurs lier la décision ministérielle. Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici les termes de cette circulaire :

Bruxelles, le 9 juin 1922.

MONSIEUR LE RECTEUR,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris la décision suivante :

» Désormais, quand un cours obligatoire ou facultatif sera vacant, le Recteur demandera à la faculté intéressée un avis *motivé* sur chacune des candidatures présentées : la faculté fera connaître ses vues dans les dix jours ; en cas de divergence d'appréciation, la minorité pourra y joindre une note. Le Recteur transmettra l'avis de la faculté et éventuellement la note de la minorité à l'Administrateur-Inspecteur avec son rapport. L'Administrateur-Inspecteur joindra ces documents à son propre rapport.

» Il doit rester toutefois bien entendu que l'avis des autorités académiques ainsi consultées ne lie en rien le choix du ministre ; celui-ci reste toujours libre de ne pas suivre cet avis et le cas échéant n'a pas à faire connaître les motifs que l'ont déterminé à s'en écarter.

» J'ai pris cette décision parce que je suis convaincu que les facultés soucieuses avant tout de la prospérité de l'université et de la bonne organisation des études, ne se laisseront guider dans leurs propositions que par des considérations

l'ordre exclusivement scientifique et pédagogique. Je tiens pour certain que l'expérience ne démentira pas mes prévisions. »

Le Ministre.

E. HUBERT.

Faut-il, à l'occasion du projet actuel, introduire dans la loi même le principe de cette consultation ? Votre Section centrale ne l'a point pensé. Si le Gouvernement voulait rapporter cette circulaire ou s'il méconnaissait la règle qu'elle a instituée, le Parlement ne manquerait pas, sans doute, de recueillir l'écho des plaintes qui se produiraient à ce moment. Rien ne permet de croire que le droit de consultation de la Faculté ainsi établi ne soit strictement observé, et l'autorité ministérielle serait vinculée, ce qui n'apparaît pas désirable, si l'avis, que prévoit la circulaire de 1922, devait prendre le caractère d'une présentation qui s'imposerait obligatoirement au choix du Ministre.

La Section centrale croit toutefois devoir insister pour que les nominations nouvelles soient restreintes dans les strictes limites des exigences constatées du progrès scientifique et universitaire. Il conviendra aussi de ne pas maintenir les cours dont l'expérience aurait révélé l'inutilité.

Les administrations publiques ont, en effet, une répugnance invétérée à supprimer un service, même lorsque son utilité a disparu. Les « disciplines scientifiques » évoluent comme tout le reste, et l'organe ne suffit pas à créer ou à entretenir le besoin.

* .

La seconde partie du projet de loi concerne les chargés de cours.

L'article 14 nouveau stipule que « des chargés de cours peuvent être attachés » aux universités.

» Ils sont nommés par le Roi, qui fixe leur traitement.

» Toute nomination de chargé de cours indique la science qu'il est appelé à enseigner, ainsi que, s'il y a lieu, la faculté à laquelle il est attaché.

» Le Gouvernement peut attacher, à des conditions et pour une période à déterminer par un arrêté royal, des agrégés aux Universités de l'Etat. Il peut leur attribuer une indemnité. »

L'article 15 dispose ensuite que :

« Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 16 ci-après, assistent également avec voix délibérative aux séances du Conseil académique, les chargés de cours qui ont, depuis trois ans au moins, dans leurs attributions l'un des enseignements prévus par la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ».

Ces innovations ont été approuvées par votre Section centrale. L'institution des « chargés de cours » a fait ses preuves. Elle permet d'assurer aux professeurs proprement dits le concours de savants qualifiés et d'imposer en même temps à ceux-ci une sorte de période d'expérience avant de les admettre définitivement au rang de professeurs. C'est reconnaître l'importance du rôle de ces chargés de cours dans la vie de l'Université que d'accorder le droit de séance, avec voix délibérative dans les réunions du Conseil académique, à ceux d'entre les chargés de cours qui ont dans leurs attributions, depuis trois ans au moins, l'un des enseignements prévus sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

*
**

Reste la question des agrégés. La loi de 1835, comme le dit l'Exposé des motifs, prévoyait déjà un cadre d'agrégés. Celle du 15 juillet 1849 a repris textuellement les dispositions y relatives. Il est à remarquer que les intéressés, en vertu de la loi même, ne pouvaient être rémunérés.

Mais il fallut peu de temps pour faire apparaître certains vices de l'institution que réglait l'arrêté royal du 22 septembre 1845. On retrouvera la trace des critiques élevées contre elle dans un rapport au Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur par le Professeur Spring (rapport sur la situation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, période 1849-1852; (pp. 64 à 66 et pp. 143 à 155) : il y est montré, notamment, qu'elle a pour effet de restreindre, en fait, le choix des futurs Professeurs aux seuls agrégés. Un arrêté royal du 16 septembre 1853 abroge celui précité du 22 septembre 1845 et dispose qu'« il ne sera plus nommé d'agrégés auprès des universités » (voir rapport triennal sur la situation de l'enseignement supérieur, période 1853-1855, p. 6) ; un autre arrêté royal de même date institue, pour remplacer le titre « honorifique » qui disparaissait, le diplôme qui allait devenir celui de docteur spécial (id., pp. 7 à 9).

L'arrêté royal du 21 janvier 1882 créa un cadre d'assistants et d'*agrégés spéciaux*. L'article 7 dudit arrêté prévoyait que les agrégés spéciaux pourraient être autorisés par le Ministre à participer à l'enseignement théorique du professeur ; l'arrêté ministériel du 13 juin 1883 précisait ces dispositions.

La nouvelle expérience fut d'assez courte durée. Pour les mêmes raisons qu'en 1853, un arrêté royal du 16 août 1892 ne laissa subsister le titre d'agrégé spécial qu'à titre purement honorifique (art. 6).

Cette institution, supprimée en fait, le projet de loi propose de la rétablir. Et l'Exposé des motifs invoque, en faveur de ce rétablissement, des considérations déduites de l'intérêt qu'elle présente pour le recrutement du haut personnel scientifique de nos universités. Il est utile, croyons-nous, de pouvoir retenir provisoirement à l'université les plus méritants d'entre les assistants de certaines facultés et d'attacher à ces facultés de jeunes savants qui semblent appelés à une belle carrière scientifique. C'est pourquoi la Section centrale s'est ralliée également à la partie du projet de loi qui concerne le statut des agrégés et qui a été inspiré par le Conseil de perfectionnement de l'Enseignement supérieur. A l'avenir, le jeune savant aurait la possibilité de devenir un jour professeur d'université par ses propres forces, il pourrait conquérir le grade de *docteur spécial* et, en cas de besoin, la faculté compétente proposerait la nomination du *docteur spécial* en qualité d'*agrégé* au choix ministériel. En d'autres termes, le doctorat spécial resterait un titre académique, mais l'agrégation deviendrait une *fonction*.

**

Répondant au désir qui a été exprimé en sections de savoir comment est réglée, dans nos Universités de l'Etat, la question des cours libres, nous avons demandé quelques renseignements au Département des Sciences et des Arts, qui a bien voulu nous fournir les précisions que voici :

Le Ministre des Sciences et des Arts peut autoriser soit un membre du personnel enseignant ou scientifique des universités de l'Etat, soit une personne étrangère à ces établissements, à faire un *cours libre* sur une matière déterminée. Ces cours ne sont pas rémunérés par le Gouvernement; rien n'empêcherait que

le Patrimoine universitaire rémunérât de ce chef les intéressés. Les cours libres tombent avec leurs titulaires.

Il est arrivé maintes fois qu'un *cours libre* a été transformé en *cours facultatif*; c'est le Gouvernement qui institue celui-ci et en charge qui il lui convient. Le cours facultatif est rémunéré par l'Etat. Il va de soi que, en cas de vacance du cours, le Gouvernement pourvoit au remplacement du titulaire disparu.

Une certaine confusion a été faite, pendant quelque temps, entre cours facultatifs et cours libres.

En vertu d'un arrêté royal du 30 janvier 1864, les porteurs du diplôme de *docteur spécial* ou simplement d'un diplôme *légal* de docteur peuvent être autorisés à ouvrir des cours *privés* par le Ministre des Sciences et des Arts, la faculté compétente, le recteur et l'administrateur-inspecteur entendus. Cette autorisation est valable pour trois ans et ne peut être renouvelée (1).

Les cours privés ne figurent pas au programme général de l'université. Ils ne sont pas rémunérés par le Gouvernement; toutefois, des minervals peuvent être exigés des auditeurs (2). Pareils cours sont rarement donnés. Rien n'empêcherait que le Patrimoine universitaire ne rémunérât des cours de l'espèce.

Le Patrimoine universitaire peut lui-même, avec l'agrément du Gouvernement, confier l'un ou l'autre cours à une personnalité quelconque. C'est ainsi que l'on peut voir figurer au programme de l'Université de Gand pour 1927-1928, Faculté de philosophie et lettres (p. 79) : Histoire de Russie, Exercices sur l'histoire de Russie, et Histoire de la littérature russe, par A. Eck.

* * *

La Section Centrale a pris connaissance, avec intérêt, de ces renseignements officiels. Elle est d'avis que ce recours à des « privat docent », s'il est fait avec discernement, peut contribuer très utilement à la formation de la jeunesse universitaire et en même temps fournir l'occasion à des savants ou des chercheurs qui ne sont pas encore encadrés dans le monde professoral ou qui ne désirent pas y entrer, de faire connaître le résultat de leurs travaux. C'est aussi un moyen de de susciter une émulation féconde entre les travailleurs scientifiques.

* * *

Enfin, la Section centrale a cru utile de saisir l'occasion d'un projet de loi sur le statut du haut personnel scientifique de nos Universités pour vous proposer de résoudre la question de l'incompatibilité entre les fonctions de professeur, de chargé ou d'agrégé de cours dans une Université de l'Etat et l'exercice d'un mandat parlementaire.

L'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894, reprenant à peu près littéralement l'article 1^{er} de la loi du 26 mai 1848, dispose :

« Les membres des Chambres ne peuvent être en même temps fonctionnaire » ou employé salarié de l'Etat, Ministre des cultes rétribué par l'Etat, avocat en » titre des administrations publiques, agent du caissier de l'Etat ou commissaire » du Gouvernement auprès d'une société anonyme... »

(1) On a parfois tourné cette disposition en modifiant quelque peu la dénomination du cours.

(2) Cette disposition est devenue discutable depuis que les droits d'inscriptions aux cours sont payés au profit de l'Etat (loi du 22 février 1919).

D'une façon générale, il faut admettre que l'incompatibilité des fonctions salariées par l'État avec un mandat parlementaire se justifie par le souci d'assurer l'indépendance des membres du Parlement vis-à-vis du Gouvernement et par le désir de ne pas enlever à leurs fonctions, au risque d'y porter préjudice, ceux qui en sont investis (1).

Toutefois, nous pensons que la rigueur de ce principe doit fléchir en ce qui concerne les membres du personnel enseignant des universités de l'État.

En 1919, M. Woeste, d'une part, MM. Mabille et Hanssens, d'autre part, proposèrent à la Chambre des Représentants de faire disparaître l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de professeur d'université (2).

Ces trois éminents parlementaires faisaient remarquer que l'on conçoit mal que le Gouvernement puisse exercer une pression morale sur un professeur d'université ; M. Woeste ajoutait que l'on peut régler les cours de celui-ci de telle sorte que son activité parlementaire ne nuise pas à son rôle de professeur. Avec ses deux collègues, il attirait l'attention sur les très grands services que pourraient, à l'exemple de leurs collègues des universités libres, rendre à la chose publique les professeurs des universités de l'État.

A ce moment, la Section centrale, par trois voix contre trois, rejeta les deux projets. Le rapporteur (3), M. Standaert, fit notamment valoir qu'il était dangereux de porter atteinte au principe de l'article 238.

La dissolution des Chambres rendit caduques les deux propositions. Toutefois, la loi du 24 octobre 1921 ajouta, à l'article 238, la disposition suivante :

« Il est fait de même exception en ce qui concerne les sénateurs à désigner par le Sénat, pour les professeurs des universités de l'État, »

De plus, l'article 239 stipulant que « les membres des Chambres peuvent ne être nommés à des fonctions salariées par l'État qu'une année au moins après la cessation de leur mandat » fut complété par la disposition ci-dessous (loi du 16 février 1924) :

« Sont exceptées de même, en ce qui concerne les sénateurs désignés par le Sénat, les fonctions de professeur des universités de l'État. »

M. Woeste a représenté sa proposition au cours de la session 1921-1922 (4) ; dans ces développements, il a rencontré les objections de la Section centrale de 1919. Les sections de la Chambre firent un meilleur accueil à sa proposition : la Section centrale, en effet, en recommanda l'adoption (5). Malgré cet avis, la Chambre ne discuta pas cette proposition, et à nouveau elle devint caduque par suite de la dissolution.

En vous demandant d'adopter le Projet de loi, qui a recueilli l'approbation de

(1) WOESTE, CH. — Chambre des Représentants. Documents parlementaires. Session de 1918-1919, n° 188, p. 558-559 documents réimprimés par le *Moniteur*.

DE BUEYCKER. — Id., session de 1921-1922, n° 298, documents réimprimés par le *Moniteur*, 2^e série, p. 420.

(2) Chambre des Représentants. Documents parlementaires. Session 1918-1919, n°s 188 et 189 page 558-560.

(3) Chamb. des Représ. Docum. parlam. Session 1918-1919, n° 564, p. 1467-1451 (erreur de pagination feuille 184).

(4) Chamb. des Représ. Docum. parlam. Session 1921-1922, n° 47, p. 592-594 (1^{re} série, réimpression du *Moniteur*).

(5) Id., n° 298, p. 420 (2^e série).

toute les sections de la Chambre, votre Section Centrale vous propose d'y ajouter un article 16 ainsi conçu :

« En ce qui concerne l'incompatibilité établie par l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894, entre le mandat de membre des Chambres et les fonctions ou emplois salariés de l'Etat, il est fait exception pour les professeurs, les chargés de cours et les agrégés des Universités de l'Etat. »

A raison de cet amendement, le titre du Projet de loi devrait être complété par ces mots : « et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. »

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

M. LEMONNIER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1928.

Wetsontwerp

tot wijziging van de artikelen 10, 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849, tot inrichting van het op Rijkskosten gegeven hooger onderwijs ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAVENS DE MIDDENAFDEELING (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON de WIART.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegde wetsontwerp heeft een drievoudig doel : 1° het getal professoren aan de Universiteit van Gent te brengen van 56 op 76, en aan de Universiteit van Luik van 67 op 77 ; 2° een statuut te bezorgen aan de docenten ; 3° het statuut der geaggregeerden te wijzigen.

Het getal professoren in de Staatsuniversiteiten werd vooreerst vastgesteld bij de wet van 27 September 1835. Herhaaldelijk werd dat getal verhoogd, hetzij wegens de inschrijving op het programma van nieuwe vakken, hetzij wegens de splitsing van bestaande leergangen. De Memorie van Toelichting, met het advies der Academische overheid aan de hand, wijst er op dat, in meestal de faculteiten, het getal professoren klaarblijkend onvoldoende is geworden en dat tal van docenten, titelvoerders van een onderwijs van eerste gehalte, lange jaren moeten wachten op eene « toga ». Vooral op de Universiteit van Gent laat deze toestand zijne nadeelige gevolgen gevoelen sedert de wet van 31 Juli 1923 op het gebruik der talen. Er is dus sprake van, volgens het wetsontwerp, 10 nieuwe toga's te verleenen aan de Universiteit van Luik, (4 voor de Wijsbegeerte en de Letteren, 2 voor de Wetenschappen, 4 voor de Geneeskunde), en 20 nieuwe toga's aan de Universiteit van Gent (8 voor de Wijsbegeerte en de Letteren, 2 voor de Rechten, 5 voor de Wetenschappen en 5 voor de Geneeskunde).

In eene der afdelingen werd gevraagd of de voorgestelde getalsvermeerdering niet overdreven was, en of deze toekenning van dertig nieuwe toga's niet buitensmate wegen zou op de begrooting, op het oogenblik dat de perequatie, aangenomen voor de professoren van ons hooger onderwijs, op merkelijke wijze de lasten komt verhoogen, welke voortspruiten uit de wedden.

(1) Wetsontwerp, n° 61.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit de heeren Picard, Hoysmans, Golevvaux, Rubbens, Carton de Wiart, Doms,

Tal van leden hebben de gedachte voormitgezet, in de wet geen vast cijfer te schrijven betreffende de te verleenen toga's, maar aan de Regeering de zorg over te laten om dit getal naar gelang de omstandigheden te verhoogen, getal dat aldus niet meer wettelijk zou beperkt zijn. Desbetreffend door de Middenafdeeling ondervraagd, heeft de Minister van Kunsten en Wetenschappen geantwoord als volgt :

« Het schijnt er op aangewezen, dat het getal toga's steeds kunne beperkt worden. De Verbeteringsraad van het Hooger Onderwijs, ondervraagd zijnde (zitting van 6 Mei 1922) over de quaestie : « Bestaan er redenen om de wetsbepaling waardoor het getal toga's wordt beperkt, in te trekken? » heeft daarop met eenparigheid « neen » geantwoord.

» De raad schijnt mogelijke misbruiken vanwege de uitvoerende macht te hebben gevreesd. »

De Minister van Kunsten en Wetenschappen voegt er aan toe :

« De gevraagde getalsvermeerdering schijnt redelijk. Wat de Universiteit van Gent betreft, zou zij wellicht, op het eerste gezicht, moeten aanzienlijker zijn; men moet echter niet vergeten dat binnen weinige jaren sommige professoren van deze instelling, die slechts in het Fransch onderwijzen, tot het emeritaat zullen worden toegelaten en niet vervangen. »

De misbruiken welke de Verbeteringsraad van het Hooger Onderwijs schijnt te vreezen vanwege de uitvoerende macht, namelijk het gevaar dat bij de stichting van professorsplaatsen beweegredenen mochten op den voorgrond treden, die vreemd zijn aan het wetenschappelijk belang, vestigen natuurlijkerwijs de aandacht op een waarborg tegen dergelijk gevaar, waarborg die zou kunnen gevonden worden in eene verplichte raadpleging der faculteiten, telkens als er sprake is van eene nieuwe plaats op te richten of in eene openstaande plaats te voorzien.

Een schrijven van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, d. d. 9 Juni 1922, voorzag in geval van een openstaanden leergang een gematigd advies vanwege de betrokken faculteit, zonder dat dit advies den minister bij zijne beslissing kon binden. Het is niet van belang ontbloot den tekst van dit schrijven hier over te nemen :

Brussel, 9 Juni 1922.

MUNHEER DE RECTOR,

« Ik heb de eer U kennis te geven van deze door mij genomen beslissing :

» Wanneer voortaan een verplichte of facultatieve leergang open komt, zal de Rector aan de betrokken faculteit een *met redenen omkleed* advies vragen over elk der voorgestelde candidaturen; de faculteit zal hare meening binnen de tien dagen laten kennen; bij meningsverschil kan de minderheid er eene nota aan toevoegen. De Rector zal het advies der faculteit en desgevallend de nota van de minderheid te gelijk met zijn verslag overmaken aan den Beheerder-Inspecteur. De Beheerder-Inspecteur zal deze documenten toevoegen aan zijn eigen verslag.

» Het blijft niettemin wel verstaan dat het advies der aldus geraadpleegde Academische Overheid in niets den Minister bij zijne keuze bindt; deze blijft steeds vrij, dit advies niet te volgen en heeft ook, desgevallend, de redenen niet aan te geven, welke hem noopten van dit advies af te wijken.

» Ik heb deze beslissing genomen, omdat ik overtuigd ben dat de faculteiten zich vooral zullen bekommeren om den voorspoed der Universiteit en de degelijke

inrichting der studiën en dienvolgens bij hunne voorstellen zich enkel zullen laten leiden door beweeggronden van uitsluitend wetenschappelijken en pedagogischen aard. Ik ben er verzekerd van, dat de ervaring mijne vooruitzichten niet zal beschamen »

De Minister,

E. HUBERT.

Moet men, naar aanleiding van het huidig ontwerp, in de wet zelf het principe van deze raadpleging opnemen? Uwe Middenafdeeling heeft dit niet gemeend. Moest de Regeering dezen omzendbrief willen wijzigen of moest zij den regel miskennen dien hij heeft ingevoerd, dan zou het Parlement stellig klachten ontvangen. Niets veroorlooft ons te gelooven dat het aldus gevestigde recht om de faculteit te raadplegen, niet stipt zou nageleefd worden. En het ministerieel gezag zou aan banden liggen (wat niet wenschelijk is) zoo het advies, voorzien in den omzendbrief van 1922, het kenmerk moest krijgen van eene voordracht die voor de keuze van den Minister verplichtend zou zijn.

De Middenafdeeling meent echter te moeten aandringen opdat de nieuwe benoemingen zouden binnen de perken blijven van de vastgestelde behoeften van den wetenschappelijken en universitaire vooruitgang. Men zal ook niet een leergang moeten behouden wanneer de ervaring de overbodigheid ervan zou bewezen hebben.

De openbare besturen hebben inderdaad eene ingewortelden tegenzin een dienst af te schaffen, zelfs wanneer die overbodig is geworden. De wetenschappelijke discipline ontwikkelt zich al het overige, en het werktuig is niet toereikend om eene behoefte te doen ontstaan of te doen duren.

* * *

Het tweede gedeelte van het ontwerp betreft de docenten.

Het nieuwe artikel 14 bepaalt dat er « docenten mogen verbonden worden aan de universiteiten.

« Zij worden benoemd door den Koning die hunne wedde vaststelt.

» Elke benoeming tot docent vermeldt de door den betrokkene te onderwijzen wetenschap, en zoo noodig, de faculteit waaraan hij verbonden wordt.

» De Regeering mag, onder de voorwaarden en voor een tijdvak bij Koninklijk besluit te bepalen, geaggregeerden aan de Staatsuniversiteiten verbinden. Zij mag hun eene vergoeding verleen.

Artikel 15 bepaalt vervolgens :

« In afwijking van het tweede lid. van het hiernavolgend artikel 16, wonen eveneens met medebeslissende stem, de vergaderingen van den Academischen Raad bij, de docenten die ten minste sedert drie jaar belast zijn met een der onderwijsvakken, voorzien bij de wet op het toekennen der academische graden en bij het programma der universitaire examens. »

Deze nieuwe regelingen droegen de goedkeuring weg van uwe Middenafdeeling. Het invoeren van « docenten » heeft bewezen welke voordeelen zij oplevert. Zij laat toe aan de eigenlijke professoren de medewerking te verzekeren van de meest bevoegde geleerden en terzelfdertijd aan de docenten eene soort proeftijd op te leggen alvorens hen definitief toe te laten tot den rang van professor. Het is eene erkenning van het belang van de taak dezer docenten in het leven van de hogeschool, hun het recht te verleen de vergaderingen van den

Academische Raad bij te wonen met medebeslissende stem, wanneer zij gedurende drie jaren ten minste, een der leergangen gegeven hebben, voorzien in de regeling betreffende de begeving der academische graden en in het programma der universitaire examens.

Blijft het vraagstuk van de geaggregeerden. De wet van 1835, zooals het de Memorie van Toelichting zegt, voorzag reeds een kader van geaggregeerden. Die van 15 Juli 1849 heeft letterlijk de beschikkingen dienaangaande overgenomen. Men gelieve op te merken dat de belanghebbenden, krachtens de wet zelf, niet konden bezoldigd worden.

Doch er was weinig tijd toe noodig om zekere nadeelen te doen te voorschijn treden in die inrichting, die krachtens het Koninklijk besluit van 22 september 1845, geregeld werd. Men zal de sporen van de tegen haar tot uiting gebrachte kritiek vinden in een verslag, voorgelegd door professor Spring aan den Verbeteringsraad voor het hooger onderwijs (Verslag betreffende den toestand van het hooger onderwijs gegeven ten koste van den Staat, voor de periode 1849-1852, (bl. 64 tot 66 en bl. 143 tot 155) : er wordt duidelijk aangetoond dat deze regeling in feite uitliep op de beperking van de keuze der toekomstige professoren tot de geaggregeerden. Een Koninklijk besluit van 16 September 1853 trekt het besluit in van 22 September 1845 en bepaalt dat men geene geaggregeerden bij de universiteiten meer zal aanstellen (Zie driejaarlijksch verslag betreffende den toestand van het hooger onderwijs, periode 1853-1855, bl. 6); een ander Koninklijk besluit van denzelfden datum voert, ter vervanging van den verdwijnenden « eeretitel », het diploma in dat later het bijzonder doctorsdiploma zou worden (id. bl. 7 tot 9).

Het Koninklijk besluit van 24 Januari 1882 richtte een kader van assistenten en *bijzondere geaggregeerden* op. Artikel 7 van dit besluit voorzag dat de bijzondere geaggregeerden door den Minister zouden kunnen gemachtigd worden om deel te nemen aan het theoretisch onderwijs van den professor; het Koninklijk besluit van 13 Juni 1883 bepaalde nauwkeurig deze schikkingen.

De nieuwe ervaring was van tamelijk korten duur. Om dezelfde redenen als in 1853, liet een Koninklijk besluit van 16 Augustus 1892, den titel van geaggregeerde slechts bestaan als eeretitel (art. 6).

Deze in feite afgeschafte instelling zou door het wetsontwerp opnieuw opgericht worden. En de Memorie van Toelichting voert ten voordeele van deze wederoprichting overwegingen aan die gesteund worden op het belang dat zij oplevert voor de werving van het hooger wetenschappelijk personeel onzer hoogenscholen. Het is nuttig, meenen wij, de meest verdienstelijke onder de assistenten van sommige faculteiten, voorloopig, ter hogeschool te behouden en aan deze faculteiten jonge geleerden te verbinden die schijnen geroepen te zijn om eene mooie wetenschappelijke loopbaan te vervullen. Derhalve heeft de Middenafdeeling insgelijks het gedeelte van het wetsontwerp goedgekeurd dat het statuut der geaggregeerden betreft, en dat werd ingegeven door den Verbeteringsraad van het Hooger Onderwijs. Voortaan, zou de jonge geleerde in staat zijn om eensdaags, door eigen krachten, hoogleeraar te worden; hij zou den graad verwerven van *bijzonder doctor* en, desnoods, zou de bevoegde faculteit de benoeming van den *bijzonderen doctor* in hoedanigheid van *geaggregeerde* aan de keuze van den Minister voorstellen. In andere woorden, zou het bijzonder doctoraat een academische titel blijven, doch het aggregaat zou een *functie* worden.

Gevolg gevende aan het verlangen dat in de afdeeling tot uiting kwam, betreffende eene vraag die er toe strekte, te weten hoe, in onze Staatshoogescholen het vraagstuk der privatdocenten wordt geregeld, hebben wij eenige ophelderingen gevraagd aan het Departement van Kunsten en Wetenschappen, dat ons de volgende inlichtingen heeft verstrekt :

De Minister van Kunsten en Wetenschappen kan, hetzij een lid van het onderwijzend of wetenschappelijk personeel der Staatshoogescholen, hetzij een persoon die niet aan deze inrichtingen verbonden is, machtigen om een vrijen leergang te geven betreffende een bepaald vak.

Deze leergangen worden niet bezoldigd door de Regeering; niets zou zich verzetten tegen de bezoldiging van de betrokkenen met de middelen van het universitair vermogen. De vrije leergangen verdwijnen met die welke deze geven.

Het gebeurt herhaaldelijk dat een vrije leergang in een niet-verplicht vak veranderd wordt; het is de Regeering die dezen opricht en dien persoon er mede belast welken zij geschikt acht. Het niet-verplicht vak wordt bezoldigd door den Staat. Het spreekt vanzelf dat, ingeval de cursus openstaat, de Regeering een nieuwen titularis aanstelt.

Eene zekere verwarring ontstond gedurende eenigen tijd, tusschen de niet-verplichte vakken en de vrije leergangen.

Krachtens een Koninklijk besluit van 30 Januari 1864 kunnen de houders van het diploma van *bijzonder doctor* of eenvoudig van een *wettelijk* diploma van doctor, van den Minister van Kunsten en Wetenschappen machtiging bekomen *privaatcursussen* te geven, na advies van de bevoegde faculteit, den rector en den beheerder-opziener. Deze machtiging geldt voor drie jaar en mag niet vernieuwd worden (1).

De *privaatcursussen* staan niet op het algemeen programma van de Universiteit. Zij worden niet door de Regeering bezoldigd; van de toehoorders kunnen evenwel *minervalia* geëischt worden (2). Dergelijke cursussen worden weinig gegeven. Niets zou beletten dat het universiteitsvermogen soortgelijke leergangen bezoldigde.

Het universiteitsvermogen zelf mag, met instemming van de Regeering, den eenen of anderen leergang aan eender welken persoon toevertrouwen. Zoo kan men op het programma 1927-1928 van de Universiteit te Gent, faculteit van wijsbegeerte en letteren, lezen (bl. 79) : Geschiedenis van Rusland, oefeningen op de geschiedenis van Rusland, en Geschiedenis van de Russische letterkunde, door A. Eck.

* * *

De Middenafdeeling heeft met belangstelling kennis genomen van deze officiële inlichtingen. Zij is van meening dat het aanstellen van privatdocenten, wanneer het met oordeel gedaan wordt, veel kan bijdragen tot de vorming van de universiteitsjeugd en ter zelfdertijd de gelegenheid verschaffen aan geleerden en zoekers, die in het professorenkader nog niet zijn opgenomen of die niet verlangen daarin te treden, het resultaat van hunne werken te doen kennen. Het

(1) Men heeft deze bepaling soms weten te ontdoeken door min of meer de benaming van den leergang te wijzigen.

(2) Het is waarschijnlijk dat deze bepaling betwistbaar geworden is sedert dat de inschrijvingsrechten op de cursussen worden betaald ten voordeele van den Staat. (Wet van 22 Februari 1919.)

is ook een middel om een vruchtbaren wedijver onder de wetenschappelijke werkers te doen ontstaan.

*
* * *

Eindelijk heeft de Middenafdeeling gemeend van deze gelegenheid, namelijk het indienen van een wetsontwerp op het Statuut van het hooger wetenschappelijk personeel van onze Universiteiten, te moeten gebruik maken om U vóór te stellen eene oplossing te geven aan de quaestie van de onvereinbaarheid van het ambt van leeraar, van docent of geaggregeerde aan eene Staatsuniversiteit, met een parlementair mandaat.

Artikel 238 van de kieswet van 25 Juni 1894, dat bijna letterlijk het eerste artikel van de wet van 26 Mei 1848 overneemt, zegt :

« De leden der Kamers mogen niet ter zelfdertijd ambtenaar of bezoldigd beambte van den Staat zijn, noch bedienaar van door den Staat bezoldigde eerediensten, advocaat-titularis van de openbare besturen, agent van Staatskassen noch commissaris der Regeering bij eene naamlooze vennootschap ».

Over het algemeen moet men aannemen dat de onvereinbaarheid van de door den Staat bezoldigde ambten met een parlementair mandaat te verklaren is door het verlangen de onafhankelijkheid te verzekeren van de Parlementsleden tegenover de Regeering en degenen, die met een ambt zijn bekleed, daarvan niet weg te trekken op gevaar af dit ambt te benadeelen (1).

Wij denken echter dat de strakheid van dit beginsel wat moet verzacht worden voor de leden van het onderwijzend personeel der Staatsuniversiteiten.

In 1919 stelden de heer Woeste eenzijdig, de heeren Mabilie en Hanssens anderzijds, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor, de onvereinbaarheid van het parlementair mandaat met het ambt van universiteitsprofessor te doen verdwijnen (2).

Deze drie eminente Kamerleden brachten in 't midden dat het niet aan te nemen is dat de Regeering eenige moreele drukking zou uitoefenen op een universiteits-professor; de heer Woeste voegde er aan toe dat men de lessen van dien professor zoodanig regelen kan dat zijne parlementaire werkzaamheid zijn taak van professor niet hindert. Samen met zijne twee collega's vestigde hij de aandacht op de zeer groote diensten die de professoren der Staatsuniversiteiten, naar het voorbeeld hunner collega's der vrije universiteiten, aan de openbare zaak zouden kunnen bewijzen.

Met drie tegen drie stemmen verwierp alsdan de Middenafdeeling de twee voorstellen. De verslaggever (3), de heer Standaert deed namelijk gelden dat het gevaarlijk was afbreuk te doen aan het beginsel van artikel 238.

De Kamerontbinding deed beide voorstellen vervallen. Evenwel voegde de wet van 24 October 1921 aan artikel 238 volgende bepaling toe :

« Eveneens wordt uitzondering gemaakt voor de professoren van 's Rijks Hogescholen, wat betreft de door den Senaat te benoemen senatoren. »

(1) WOESTE, CH. — Kamer der Volksvertegenwoordigers. Parlementaire documenten, Zittingsjaar 1918-1919 n^o 488, bl. 558-559, documenten herdrukt door den *Moniteur*.

DE BRUYCKER. — Id. zittingsjaar 1921-1922, n^o 298, documenten herdrukt door den *Moniteur*, 2^{de} reeks, bl. 420.

(2) Kamer der Volksvertegenwoordigers. Parlementaire documenten, Zittingsjaar 1918-1919, n^{os} 488 en 489, bl. 558-560.

(3) Kam. der Volksw. Parlementaire Documenten, Zittingsjaar 1918-1919, n^o 564, bl. 1467-1461 (verkeerde pagineering, vol. 484).

Bovendien werd artikel 239, bepalend dat « de leden der Kamers slechts tot bezoldigde ambten van den Staat mogen benoemd worden wanneer, nadat hun mandaat ten einde liep, er ten minste een jaar voorbijging », aangevuld door onderstaande bepaling (wet van 16 Februari 1924) :

« Eveneens wordt uitzondering gemaakt voor het ambt van hoogleraar aan 's Rijks Universiteiten wat betreft de door den Senaat benoemde senatoren. »

In den loop van het zittingsjaar 1921-1922 (1) diende de heer Woeste zijn voorstel opnieuw in; in zijne toelichting antwoordde hij op de opwerpingen van de Middenafdeeling van 1919. Zijn voorstel werd ditmaal door de afdeelingen beter onthaald; inderdaad, de Middenafdeeling vroeg dat het zou aangenomen worden (2). Ondanks dit advies behandelde de Kamer het voorstel niet, en de Kamerontbinding deed het weer vervallen.

De Middenafdeeling verzoekt U het wetsontwerp, dat de goedkeuring mocht wegdragen van al de afdeelingen der Kamer, aan te nemen, en stelt U voor er een artikel 16 bij te voegen, luidend :

« Wat betreft de onvereinbaarheid vastgesteld door artikel 238 van de kieswet van 28 Juni 1894, van het lidmaatschap van de Kamer met de bezoldigde Staatsbeambten of betrekkingen, wordt uitzondering gemaakt voor de professoren, docenten en geaggregeerden der Staatsuniversiteiten ».

Op grond van dit amendement zou de titel van het wetsontwerp moeten aangevuld worden door de woorden : en van artikel 238 van de kieswet van 28 Juni 1894 ».

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.

(1) Kam. der Volksv. Parlementaire Documenten. Zittingsjaar 1921-1922, n° 47, bl. 392-394 (1^{ste} reeks, herdruk van den *Moniteur*).

(2) Id., n° 298, bl. 420 (2^{de} reeks).